

## Collegium de Lyon

Fellows 2016-2017

NOM | LAST NAME :

**HOFFMAN**

PRENOM | FIRST NAME :

**Katherine**



**BIOGRAPHIE** : Katherine E. Hoffman est anthropologue et maître de conférences à Northwestern University (Evanston, IL, USA). Elle s'est spécialisée dans la relation entre l'ethnicité, le droit, l'histoire, la politique économique et l'expressivité culturelle. Sa recherche examine ce lien étroit principalement en Afrique du Nord et en France de la fin du XIXe siècle à nos jours, en particulier dans la mesure où il a été imprégné par les déclinaisons du colonialisme français, de l'anti-impérialisme, du nationalisme et du post-nationalisme. Son livre *We Share Walls: Language, Land and Gender in Berber Morocco* (2008, Wiley-Blackwell) est une étude ethnographique de la manière dont la politique économique, le nationalisme et les migrations ont transformé les répertoires ethnolinguistiques ruraux. Ces répertoires comprennent la langue parlée et le chant, en tachelhit et en arabe, chez les Berbères Ichelhin des plaines et des montagnes du Sud-Ouest marocain. Elle a également co-rédigé (avec l'historienne Susan Gilson Miller) un ouvrage interdisciplinaire, *Berbers and Others : Beyond Tribe and Nation in the Maghrib* (2010, Indiana University Press). Un troisième livre en cours de préparation, *Mirror of the Soul: Language, Islam, and Law in French Native Policy of Morocco* (1912-1956), s'intéresse aux idéologies langagières portées par l'administration coloniale française dans le Maroc rural. Il défend la thèse que les interactions entre la langue, le droit, le genre, la religion et la morale ont des conséquences sur la politique indigène de la France, le nationalisme marocain et, plus récemment, les conflits contemporains autour de la langue et les droits culturels berbères (amazigh). Un accent particulier est mis sur les tribunaux coutumiers, fort utilisés par les femmes berbères des montagnes de l'Anti-Atlas. Ces tribunaux ont à la fois suscité des polémiques nationalistes et généré un travail considérable pour les administrateurs du Protectorat et leurs employés nord-africains. Le dernier terrain de travail mené par K. E. Hoffman en Afrique du Nord, dans le cadre du projet *Les réfugiés de la révolution*, est situé en Tunisie méridionale et en Lybie occidentale au moment des soulèvements du « Printemps arabe ». Il s'intéresse au rôle de l'ethnicité dans l'intégration dans le pays de premier asile de populations déplacées par la violence politique, ainsi qu'à la manière dont l'identité ethnique transnationale peut faciliter l'assimilation des réfugiés dans les pays du Sud. Ce projet étudie aussi les effets des révolutions populaires sur les minorités, en étudiant le cas des populations amazighes (berbères) en Lybie et en Tunisie.

**BIOGRAPHY**: Katherine E. Hoffman is a legal, linguistic, and sociocultural anthropologist. An Associate Professor of Anthropology at Northwestern University (Evanston, IL, USA), she specializes in the relationship between ethnicity, law, history, political economy, and expressive culture. Her research explores this nexus primarily in North Africa and France from the late 19th c. to the present, particularly as it has been shaped by the processes of French colonialism, anti-imperialism, nationalism, and postnationalism. Her book *We Share Walls: Language, Land and Gender in Berber Morocco* (2008, Wiley-Blackwell) is an ethnographic account of the ways in which political economy and migration have shaped rural ethnolinguistic repertoires in both talk and song, and in Arabic and Tashelhit Berber languages, among the Ichelhin Berbers of southwestern Morocco. A second book currently being drafted, *Mirror of the Soul: Language, Islam, and Law in French Native Policy of Morocco* (1912-1956), considers the language ideologies underpinning the French colonial administration of rural Morocco. It argues that notions about the interrelationship between language, law, religion and morality had consequences for the development of French Native Policy (*politique indigène*), Moroccan nationalism, and more recently, contemporary

DATES DE SEJOUR

| DATES OF STAY : du  
from 15 septembre 2016 au  
to 15 juillet 2017

struggles around Amazigh (Berber) linguistic and cultural rights. Of particular interest in this project are the Berber customary courts (*tribunaux coutumiers*) that not only elicited nationalist polemic but also generated massive amounts of labor from Protectorate officials and their North African employees. Hoffman's last fieldwork project in North Africa, *Revolution's Refugees*, was on southern Tunisia and Western Libya during the so-called Arab Spring uprisings. It examines the role of ethnicity in the integration of populations displaced by political violence into the country of first asylum, as well as the ways in which transnational ethnic identity may facilitate refugee assimilation in the Global South. The project also considers the effects of the popular revolutions on minority populations, taking as a case study the Amazigh (Berber) populations of Libya and Tunisia.

### **PROJET DE RECHERCHE : REGIMES DE SOIN: LA TUTELLE ISLAMIQUE (KAFALA) ET L'ADOPTION TRANSNATIONALE DES ORPHELINS MUSULMANS**

*Ce projet de recherche s'intéresse aux défis que constitue la transposition d'une institution inspirée par le droit islamique des États de l'Afrique du Nord vers les pays européens. Elle entraîne une confrontation juridique des conceptions de la famille et de la possibilité d'une parenté non-biologique, alors que celles-ci se rejoignent parfois dans les pratiques domestiques. Plus précisément, ce projet examine la tutelle islamique (kafala en arabe) des enfants abandonnés nés en Algérie et au Maroc et élevés par des citoyens français (souvent d'origine maghrébine), et à la possibilité contestée que ces parents « kafils » adoptent ces enfants nés sous des législations qui prohibent l'adoption (tabanni en arabe). La plupart des pays musulmans offrent à la place la kafala, une institution qui permet le transfert de l'autorité parentale pour les enfants abandonnés. Le parent kafil prend en charge la protection et l'éducation jusqu'à l'âge adulte de l'enfant, mais n'emporte ni droits de filiation ni succession. En revanche, dans de nombreux pays occidentaux, l'adoption plénière établit juridiquement une descendance par rapport au(x) parent(s) adoptif(s), rompant le lien avec les parents biologiques, lorsque ceux-ci sont connus. L'adoption simple, qui existe dans certains pays comme la France et la Belgique, introduit un lien entre l'enfant et le(s) parent(s) adoptif(s), sans rompre le lien avec les parents biologiques. L'adoption et les formes de tutelle ou de délégation parentèle permises par la loi diffèrent selon les régimes juridiques occidentaux, et en particulier, en ce qui concerne ce projet, au sein de l'Union européenne, malgré l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit en principe pour toutes les familles le respect de la vie familiale et de la vie privée, des concepts que la jurisprudence définit progressivement. Les anthropologues ont abondamment documenté la tutelle et l'adoption dans de nombreuses sociétés au cours du temps, dénaturant des formes de famille qui peuvent apparaître évidentes selon les pratiques culturelles. Depuis que la Convention internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) de l'ONU en 1989 a établi le principe de « l'intérêt supérieur de l'enfant » (art. 3) et a reconnu officiellement la kafala comme protection alternative à l'adoption (art. 20), les États ont de plus en plus débattu et légiféré sur le sens de cette reconnaissance, et sur la possibilité, ou l'impossibilité, de l'adoption par les tuteurs kafils. S'il est maintenant largement admis que les droits de l'enfant font partie des droits de l'homme, la France se démarque des autres États européens par sa préférence pour le statut juridique des enfants abandonnés dans les pays à majorité musulmane aux dépens de la législation de l'État où sont résidents ou d'où sont ressortissants les parents adoptifs. Malgré l'affirmation par les États européens que les enfants « makfoul » bénéficient des protections des enfants biologiques ou pleinement adoptés, la jurisprudence et les témoignages de juristes et d'acteurs de la société civile font état de plaintes de parents kafils devant des juridictions de première instance, d'appel et de cassation et devant la Cour européenne des droits de l'homme. Ce projet de recherche porte ainsi sur une question sociale brûlante dans la mesure où la France est confrontée avec les difficultés juridiques que posent ses familles musulmanes transnationales, dans un contexte où*

#### **MOTS-CLÉS**

#### **| KEYWORDS :**

Droit islamique, droits de l'homme, migration, famille, adoption, Afrique du Nord (Algérie, Maroc), France – Islamic law, human rights, migration, family, adoption, North Africa (Algeria, Morocco), France

*les parents candidats se tournent de plus en plus vers l’Afrique du Nord, face au déclin des possibilités d’adoption nationale ou internationale.*

### **RESEARCH PROJECT: REGIMES OF CARE: ISLAMIC GUARDIANSHIP AND THE TRANSNATIONAL ADOPTION OF MUSLIM ORPHANS**

*This research project examines the challenges in transposing an institution inspired by Islamic law from North African states into European states. In this move, concepts of family and the possibility of non-biological parenthood clash in law, yet sometimes align at the level of household practice. Specifically, the project examines Islamic guardianship (Arabic kafala) of abandoned children born in Algeria and Morocco and raised by French citizens (often of Maghrebi descent), and the contested possibility that kafil parents adopt these children who were born under personal status laws that prohibit adoption (Ar. tabani). Most Muslim-majority countries offer kafala, an institution that entails the judicial transfer of parental authority, rather than adoption, for abandoned children. The kafil parent undertakes to ensure the protection, education, and upbringing of the abandoned child until adulthood, with no right for the child to claim filiation or inheritance. In many Western countries, in contrast, plenary adoption (Fr. adoption plénière) entails a judicial establishment of descent from adoptive (non-biological) parent(s), breaking the child’s filiation with biological parents, if known. Simple adoption (Fr. adoption simple), performed in some countries including France and Belgium, institutes a tie between child and adoptive parent(s) without severing the child’s link to biological parents. Adoption and guardianship arrangements permitted by law vary even within Western legal systems, and more specifically to my project, within the European Union, despite Article 8 of the European Convention on Human Rights (ECHR) that ensures respect for family life and privacy purportedly for all European families, a concept its case law is gradually defining. Anthropologists have long documented fostering and adoption in various societies over time, denaturalizing the forms of family that come to feel intuitive through cultural practices. Since the UN Convention on the Rights of the Child in 1989 established the principle of the child’s “best interests” (Article 3) and officially acknowledged kafala as a protective alternative to adoption (Article 20), states have increasingly debated and legislated the meaning of this recognition, and the possibility, or impossibility, of adoption by kafil guardians. Adding to this the now widespread belief that children are entitled to human rights, France stands out among European states in its insistence on upholding the original personal status law of abandoned children from Muslim-majority countries rather than the law of state of residence or of guardian/adoptive parents. Despite European states’ insistence that makful children enjoy the protections of biological and plenary adopted children, French kafil parents’ complaints about discrimination can be found in first-instance, appeals, and final appeals (cassation) court cases and the European Court for Human Rights (ECHR) – and in the accounts of lawyers and civil society actors. This research project thus concerns a pressing social issue as France grapples with the juridical complexities of its transnational Muslim households due to the sharp increase in prospective parents turning to North Africa as domestic and international adoption options have declined.*

### **PUBLICATIONS PRINCIPALES | MAIN PUBLICATIONS :**

#### **Livres**

(2008) *We Share Walls: Language, Land and Gender in Berber Morocco* (Wiley-Blackwell)

(2010) (ed. with S. Gilson Miller) *Berbers and Others: Beyond Tribe and Nation in the Maghrib* (Indiana University Press).

## Articles

- (2017) "Navigating the Border: Amazigh Minorities from Libya in Tunisia during the 2011-2012 Uprisings". *Mobility and Minorities in Africa* (March 2017): 145-167.
- (2015) Pratiques juridiques et idéologies langagières dans un tribunal coutumier non officiellement multilingue (Judicial Practices and Language Ideologies in an Unofficially Multilingual Court). Special issue, "Diversité linguistique, transformations sociales et économie politique (Linguistic Diversity, Social Transformations and Political Economy)." *Anthropologies et Sociétés* 39(3):29-50.
- (2013d) Berbers, Borders, and Breakdown in the 2011 Libyan Civil War. *New Directions in Middle East and North African Studies: Working Papers from Northwestern*. Ed. B. Edwards. Doha: Northwestern-Qatar.
- (2013c) Le droit coutumier amazigh au Maroc (Amazigh Customary Law in Morocco). *Perspectives* 9:3-5.
- (2013b) Le serment, les marabouts et la mosquée dans le droit coutumier berbère au Maroc (Oaths, Saints, and the Mosque in Berber Customary Law in Morocco). *Les Justices de l'Invisible (Invisible Justice)*. Eds. R. Verdier, N. Kalnoky and S. Kerneis. Paris: L'Harmattan, 373-390.
- (2013a) Suspicion, Secrecy, and Uncomfortable Negotiations over Knowledge Production. *Encountering Morocco*. Eds. R. Newcomb and D. Crawford. Bloomington: Indiana University Press
- (2012) Local Hosting and Transnational Identity. Special Issue, "North Africa and Displacement 2011-2012," *Forced Migration Review* 39: 12-13.
- (2010) Berber Law by French Means: Customary Courts in the Moroccan Hinterlands, 1930-1956. *Comparative Studies in Society and History* 52(4): 851-880
- (2009) Culture as Text: Hazards and Possibilities of Geertz's Literary/Literacy Metaphor. Special issue, Islam Re-Observed: Clifford Geertz in Morocco. *Journal of North African Studies* 14(3-4):417-430
- (2008) Purity and Contamination: Language Ideologies in French Colonial Native Policy in Morocco. *Comparative Studies in Society and History* 50(3):724-752
- (2006) Berber Language Ideologies, Maintenance, and Contraction: Gendered Variation in the Indigenous Margins of Morocco. *Language & Communication* 26/2:144-167.
- (2002) Moving and Dwelling: Building the Moroccan Ashelhi Homeland. *American Ethnologist* 29(4):928-962.
- (2002) Generational Change in Berber Women's Song of the Anti-Atlas Mountains, Morocco. *Ethnomusicology* 46(3):510-540.
- (2000) Administering Identities: State Decentralization and Local Identification in Morocco. *Journal of North African Studies* 5(3):185-200.